

Réponses de la LCR et d'Olivier Besancenot à des questionnaires sur la solidarité envers les peuples tibétains et chinois

lundi 16 avril 2007, par [BESANCENOT Olivier](#), [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 16 avril 2007).

A l'occasion de la campagne présidentielle en France, des questionnaires sont envoyés à tous les candidats sur de multiples questions. Nous reproduisons ci-dessous les réponses de la LCR et d'Olivier Besancenot à des questionnaires concernant le Tibet et la Chine.

Sommaire

- [Réponse d'Olivier Besancenot](#)
- [Une interview avec Solidarité](#)
- [Accueil Prévention Soutien aux](#)

Réponse d'Olivier Besancenot et de la LCR à Autodétermination-Tibet 09/31

Nous publions ci-dessous une version légèrement augmentée de la réponse faite par la LCR au réseau associatif « Autodétermination-Tibet 09/31 ». L'objet de ce questionnaire détaillé était de connaître les positions des candidats « au sujet du Tibet, du droit à du peuple tibétain à l'autodétermination et des droits de l'homme au Tibet et en Chine ».

Nous avons bien reçu le questionnaire que vous avez envoyé aux candidats à la présidentielle française.

Nous tenons, à cette occasion, réitérer mon engagement et celui de la LCR sur la question du Tibet, comme sur celles des droits sociaux et humains en Chine.

Nous reconnaissons pleinement le droit d'autodétermination du peuple tibétain et nous dénonçons les mesures de répression dont il est la victime.

Nous réclamons notamment la libération des prisonniers d'opinion et du Panchen-Lama, ainsi que le respect des droits des minorités ethniques.

Nous avons soutenu le Mouvement démocratique chinois dès son apparition, en particulier face à la terrible répression de Tien Anmen en 1989.

Nous affirmons aujourd'hui notre solidarité avec les luttes populaires en Chine, rurales comme urbaines, que ce soit sur les questions d'environnement, de droits sociaux et politiques, de santé ... Nous apportons notre soutien au remarquable travail de défense des travailleurs accompli par des associations comme Globalization Monitor à Hongkong, et le travail d'information poursuivi par des réseaux comme le China Labor Bulletin.

Nous sommes pour le respect des libertés fondamentales d'expression et d'organisation au Tibet et en Chine. Cela vaut notamment pour le mouvement ouvrier, les associations de pauvres urbains et ou de paysans. Cela vaut aussi pour le Falun Gong.

Nous sommes contre l'application de la peine de mort, que ce soit en Chine ou ailleurs.

Nous sommes évidemment prêt à appuyer des initiatives du Parlement Européen en faveur du droit d'autodétermination du peuple tibétain. Mais nous ne pensons pas qu'il est bon d'accorder un blanc-seing, comme vous semblez le faire, aux gouvernements occidentaux (dont l'Union européenne). Les Etats occidentaux sont aussi coupables de très nombreux crimes, y compris parmi les plus graves. Mentionnons, pour la France, puisque nous sommes français, et sans remonter loin dans le passé, l'usage massif de la torture durant les guerres d'Indochine et d'Algérie, ou les complicités dans le génocide des Tutsis au Rwanda. Pour le présent, mentionnons aussi la guerre en Irak et les multiples exactions commises par les forces étasuniennes.

Nous sommes solidaires des peuples tibétains et chinois. Mais nous étions aussi, et pour les mêmes raisons, solidaires des peuples indochinois ou algérien.

Pour des raisons de principe, mais aussi d'efficacité, il est important de lier le combat pour le droit d'autodétermination du peuple tibétain au combat pour les droits démocratiques et sociaux en Chine même. Or, ces droits démocratiques et sociaux ne sont pas remis en cause seulement par l'héritage despotique de la bureaucratie d'Etat. Il le sont aussi —et très brutalement— par l'imposition de politiques néolibérales. Il est assez étonnant de voir comment le régime chinois continue à être qualifié de « communiste » alors qu'il a maintenant pour objectif l'instauration généralisée du capitalisme. La défense des libertés populaires se fait déjà en Chine contre le Capital et non plus simplement contre la bureaucratie.

Nous n'avons donc pas la même confiance que celle que vous semblez exprimer dans le droit international. En ce qui concerne les droits sociaux, par exemple, on peut certes s'appuyer sur les réglementations du BIT et la reconnaissance du droit syndical pour soutenir les travailleurs chinois. Mais on doit, en revanche, s'opposer aux réglementations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Notons sur cette question que l'Union européenne cherche à renforcer le poids de l'OMC et des politiques néolibérales en Asie. L'UE est une actrice de la mondialisation inégalitaire, comme en témoigne le rôle qu'elle joue dans le processus ASEM. Nous devons donc, en ce domaine, défendre les droits des travailleurs chinois (et tibétains) contre cette politique de l'Union européenne.

Nous avons porté dans le passé et nous continuons à porter, aujourd'hui, une critique « de gauche » de la politique du PC et de l'Etat chinois. C'est de ce point de vue progressiste que nous avons combattu la mainmise bureaucratique sur l'héritage de la révolution. C'est ce qui fait notre particularité et la continuité de notre solidarité. Ce qui est nouveau, c'est que la Chine —et, donc le Tibet — vivent à l'heure de la reconquête capitaliste (fusse sous l'égide du parti-Etat). Il faut en tenir pleinement compte.

En France et en Europe, nous nous heurtons à une difficulté : les solidarités en direction de l'Asie sont beaucoup moins vivaces qu'en direction de l'Amérique latine ou du Moyen-Orient. C'est un lourd handicap pour le renforcement des actions en défense des peuples tibétain et chinois. La naissance du mouvement altermondialiste offre une occasion de surmonter ce handicap. Nous nous efforçons ainsi de développer en son sein les solidarités euro-asiatiques. Les mobilisations internationales à Hongkong contre l'OMC, en décembre 2005, montrent que ces liens internationalistes nouveaux concernent aujourd'hui aussi la Chine. Nous faisons de même dans le cadre du Forum populaire Asie-Europe (AEPF).

Comme vous, nous pensons que l'année 2008 est importante pour le renforcement des solidarités envers les peuples tibétain et chinois. Du fait des jeux olympiques de Pékin tout d'abord, mais aussi de la réunion du sommet Asie-Europe (ASEM) dans ce pays, à l'automne 2008.

Une interview avec Solidarité Tibet

L'association Solidarité Tibet a placé sur son site des interview filmés de candidats à la présidentiels ou de leurs représentants.

Pierre Rousset a ainsi été interviewé pour Olivier Besancenot.

Voir la vidéo en ligne :

<http://www.solidaritetibet.org/vidé...>

[Attention : cette interview n'a pas encore été mise en ligne, mais devrait l'être prochainement]

Accueil Prévention Soutien aux Enfants Cambodgiens et Chinois

APSEC

www.apsec-asso.com

Veillez trouver ci-après la réponse d'Olivier Besancenot à la lettre que lui a adressée l'APSEC

Bonne réception

François Duval

(équipe de campagne d'Olivier Besancenot)

duval lcr-rouge.org

APSEC

113 rue Duhesme

75018 Paris

Chers Jean-Pierre Sauvageot et Frédéric Leroy,

Merci de votre lettre et de la compréhension dont vous faites preuve à notre égard (quand vous écrivez : « *Votre programme électoral comporte déjà suffisamment de priorités...* »). Un matériel électoral ne laisse en effet place qu'à un nombre limité de sujets dans un mode où les problèmes les plus graves semblent illimités ! Les crimes sexuels commis contre les enfants font effectivement partie de ces questions particulièrement graves auxquelles nous sommes confrontés

Nos militantes et militants sont très investis dans la Marche mondiale des femmes, dont votre association est membre. En revanche, nous devons reconnaître que nous ne sommes pas encore beaucoup intervenu (du moins collectivement) sur la question du tourisme solidaire, même si nous pensons qu'il s'agit bien d'un terrain d'intervention important.

Vos actions sont dirigées vers le Cambodge et la Chine, deux pays envers lesquels la solidarité reste, en France, peu développée (à la différence des années 1960-1970 !). L'Asie constitue le parent pauvre des solidarités en Europe, comparé à l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique. Nous cherchons à surmonter cette situation en renforçant les liens entre mouvements français et asiatiques dans le cadre, notamment, du Forum social mondial et du Forum populaire Asie-Europe (AEPF). Nous espérons que l'année 2008, avec les Jeux olympiques et la réunion ASEM en Chine, sera l'occasion de progresser en ce domaine.

Nous vous remercions donc de la documentation que vous nous avez envoyée. Elle devrait nous aider à mieux traiter de la question du tourisme sexuel, des violences commises contre les enfants et de la situation au Cambodge comme en Chine dans la période à venir.

Olivier Besancenot